

CaP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste
habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 955
VENDREDI 4 MAI 2012

Dispensé de timbrage BREST CTC

Dimanche, on confirme !

Les résultats du premier tour de la Présidentielle permettent d'envisager la victoire de François Hollande, le 6 mai, même si une élection n'est jamais jouée d'avance.

François Hollande a gagné le premier tour. Il est arrivé en tête. Seul François Mitterrand, en 1988, avait réalisé un meilleur score.

A l'inverse, Nicolas Sarkozy a subi un véritable échec. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, un candidat sortant n'arrive pas en tête au premier tour.

Ce résultat est d'autant plus net que la participation a été forte. On pouvait craindre la résignation, mais les Français se sont fortement mobilisés.

Au soir du premier tour, la gauche (44 %) est forte et unie. Les appels à voter pour François Hollande, de la part du Front de Gauche ou d'Europe Écologie les Verts sont sans ambiguïté.

Après ce vote sanction, l'UMP hésite entre l'affolement, la brutalité et l'agressivité.

Depuis 1974, sauf en 2002, les candidats au second tour d'une élection présidentielle échangent à l'occasion d'un débat télévisé. Subitement, Nicolas Sarkozy en a voulu trois. Peut-être pensait-il, avec trois oraux, rattraper sa mauvaise note à l'écrit.

Ensuite, vint le temps de l'agressivité avec les jeux de mots douteux sur le nom de la compagne de François Hollande.

Et celui des mensonges sur un éventuel soutien de Tariq Ramadan au candidat socialiste.

Malgré ce climat malsain, François Hollande est allé, dès le lundi 23 avril, à la rencontre des Français, en commençant sa campagne du second tour dans les rues de Quimper.

Il a rappelé les grandes orientations de son projet : le redressement économique, industriel et agricole de la France, la réorientation de la politique européenne, avec la renégociation du traité Merkel Sarkozy, l'équilibre des finances publiques pour retrouver la souveraineté face aux marchés.

**Dimanche
je vote
François
Hollande**



Tous aux urnes le 6 mai !

Il a également insisté sur la justice, tant fiscale que sociale, avec notamment la retraite à 60 ans pour celles et ceux qui ont leurs annuités et ont commencé à travailler tôt, l'égalité salariale hommes-femmes ou la revalorisation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire et la moralisation de la vie publique et l'impartialité de l'État.

Les Français veulent le changement et font confiance à la gauche. Le 6 mai, en votant pour François Hollande, le changement deviendra réalité. 🇫🇷

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 2/05/2012



Dossier de la semaine

Priorité à la jeunesse



Vie de la Fédération

Pour une victoire nette le 6 mai



Interview

L'école buissonnière de Sarkozy

Avec Gaël Sliman



Le changement, déjà

Durant toute cette campagne François Hollande est allé au-devant des Français pour leur expliquer ses propositions et les convaincre que le changement est possible. Il leur a dit : « Ensemble nous allons redresser le pays, le rendre plus juste, plus rassemblé ».

Que faisait Nicolas Sarkozy pendant ce temps ? Il demandait aux Français de l'aider. De l'aider à quoi ? A conserver le pouvoir ?

A quelques jours d'intervalles, les deux candidats sont venus dans le Finistère. Le candidat président, à Morlaix, dans une salle protégée par des CRS a harangué les militants de son parti. François Hollande, dans les rues de Quimper a pu se rendre compte que le peuple le soutient. C'est en plein air, devant tous les Quimpérois qui le souhaitaient, qu'il a pris la parole. Déjà, à Quimper, on a senti le vent du changement.

PS29

Les engagements



A Brest, le 30 janvier, François Hollande avait précisé ses intentions pour la jeunesse.

« La grande priorité, la grande cause du quinquennat que nous allons préparer ensemble, c'est la jeunesse », avait-il rappelé. « Je ferai de l'Éducation nationale la priorité budgétaire. Bien sûr, il en faudra, des réformes : sur les rythmes scolaires, sur l'accompagnement scolaire, sur le travail en équipe. Les enseignants y sont prêts, il faudra négocier. Et en même temps, il nous faudra créer des postes dans l'Éducation nationale. Parce que quand 80 000 postes ont été supprimés sur ce quinquennat et quand j'en annonce 60 000 pour le quinquennat qui vient, on me parle d'économies budgétaires. Mais combien a coûté la baisse de la TVA sur la restauration ?

3 milliards. Combien coûteront les postes de l'Éducation nationale : 2,5 milliards. Combien a coûté le plan sur les prisons (30 000 places de plus) ? 3 milliards. Combien coûte le plan pour la création de postes ? 2,5 milliards. Alors, qu'est-ce qu'on veut ? Que choisit-on ? Quelle est la priorité ? 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme, sans qualification, sans formation. Eh bien moi, je porte l'objectif de diminuer de moitié ce taux d'échec. On me dira : « Mais c'est encore trop peu ». Si déjà nous faisons en sorte qu'il y en ait la moitié qui s'en sorte, ce serait un progrès. Mais on s'occupera aussi des autres. C'est la raison pour laquelle aucun jeune de 16 à 18 ans ne restera sans solution, soit en formation, soit en apprentissage, soit en service civique.

Il faudra aussi accompagner l'autonomie de ces jeunes, leur permettre de faire des insertions qui soient compensées par une allocation. Allocation d'étude aussi pour les étudiants, sous conditions de ressources.

Et puis, il y aura le contrat de génération, cette belle idée qui consiste à permettre à un senior de rester dans l'entreprise le temps qu'il puisse partir à la retraite et de permettre à un jeune de rentrer enfin avec un contrat à durée indéterminée. Quatre jeunes sur cinq sont en contrat à durée déterminée ou en intérim. Eh bien, l'employeur qui embauchera un jeune avec un contrat à durée indéterminée, qui gardera les seniors pour qu'ils puissent partir à la retraite le moment venu à taux plein, ne payera plus de cotisations sociales sur les deux emplois. Voilà ce que je veux faire pour les jeunes. »

Priorité à la jeunesse

La jeunesse est la priorité de François Hollande. D'ailleurs, c'est autour de cette thématique qu'était placé l'un de ses premiers déplacements, à Quimper et à Brest, au début de la campagne des Primaires.



Le 17 avril au Relecq-Kerhuon

Dans la dernière semaine qui a précédé le premier tour de la Présidentielle, dans le Finistère, les socialistes ont particulièrement insisté sur ce sujet.

Au Relecq-Kerhuon, à l'*Astrolabe*, la soirée du 17 avril était consacrée à la place de la jeunesse dans le programme du candidat socialiste.

« Miser sur la jeunesse est un pari osé », a reconnu Johann Nédélec. « Mais il n'y a pas d'opposition entre les jeunes et les plus anciens ». Pour le maire du Relecq-Kerhuon, qui est le benjamin de son conseil municipal, « la jeunesse est une force, pas un problème ».

Or, depuis cinq ans, on constate surtout de la part du gouvernement, de la défiance vis-à-vis des jeunes. Le bilan est bien sombre. « Toutes les décisions nationales ont des répercussions au niveau local », a expliqué Chantal Guittet, candidate socialiste aux Législatives dans la 5^e circonscription.

L'équipe municipale du Relecq-Kerhuon, aussi, a fait de la jeunesse une priorité. Mais l'État cherche constamment à se défausser sur les collectivités locales, sans leur donner les moyens, par exemple, d'accueillir les enfants de moins de trois ans qui ne sont plus scolarisés en maternelle. Alors même que la scolarisation précocité explique, en partie, les bons résultats

scolaires des élèves de l'académie de Rennes, en particulier le bon taux de réussite au Bac.

Chantal Guittet et Leïla Delefortrie ont présenté les principales mesures du programme de François Hollande. « Le contrat de génération permettra, à la fois la transmission de la mémoire et du savoir-faire de l'entreprise et l'embauche de jeunes », a souligné la candidate socialiste, tandis que la représentante du MJS a insisté sur la refonte des aides pour les étudiants et la fin des droits d'inscription illégaux. « Aujourd'hui, un étudiant sur deux est obligé de travailler pour financer ses études », a-t-elle rappelé.

La jeunesse était aussi au cœur du dernier meeting avant le premier tour, dans la 4^e circonscription, à Sainte-Sève, autour de Marylise Lebranchu et de Gwenegan Bui.



Thierry Seguin : « L'éducation, un investissement »

Thierry Seguin, président du Conseil de Développement du Pays de Morlaix a particulièrement insisté sur l'importance de la jeunesse. « Avec son taux de natalité, la France dispose d'un atout important par rapport à ses partenaires », a-t-il souligné. Mais, il faudra accueillir et intégrer ces nouvelles générations. Or, cela ne sera possible qu'en considérant les dépenses de formation comme des investissements. Car notre pays a pris beaucoup de retard dans le domaine scolaire. A la fin des années 90, lorsque les indicateurs de réussite scolaire ont été mis en place, la France se situait dans le haut du classement. Mais, maintenant, elle perd régulièrement des places au profit de pays qui ont misé sur l'éducation en faisant le pari de la massification. 🇫🇷

Pour une victoire nette le 6 mai

« Compte-tenu de la nature du quinquennat que nous venons de subir, la victoire de François Hollande, dimanche, doit être la plus large possible », ont expliqué Nicole Ziegler, secrétaire de section, Gilbert Le Bris et Bruno Le Roux, porte-parole de François Hollande, le 28 avril à Concarneau, devant un peu plus de 150 personnes.



Le 6 mai il faut voter pour un président qui rassemble

« Faible avec les forts et fort avec les faibles, Nicolas Sarkozy a placé son quinquennat sous le signe des clivages, des divisions, de la confrontation », a résumé Gilbert Le Bris.

« Candidat sans programme assumé, Nicolas Sarkozy a cru bon de railler François Hollande lorsque nous avons indiqué précisément ce que nous ferons dans les premières semaines, les premiers mois et la première année du quinquennat », a rappelé Bruno Le Roux. « Mais il a tort, car

les premiers jours indiquent l'orientation d'un mandat. Nous, par exemple, nous augmenterons l'allocation de rentrée scolaire et permettrons aux salariés qui ont commencé à travailler tôt de partir à la retraite à 60 ans », a indiqué le porte-parole du candidat qui n'a pas manqué de comparer ces engagements au triptyque sarkozyste de 2007 : *Fouquet's*, yacht de Bolloré, loi TEPA.

La déclassification du dossier Karachi sera aussi une priorité si François Hollande est élu. « Il faut absolument faire la lumière sur cette affaire », a réaffirmé Bruno Le Roux.

« Très souvent dans cette campagne, nous avons rencontré des citoyens, de gauche ou de droite, qui nous ont fait part de leur gêne par rap-

port au comportement ou aux prises de position de Nicolas Sarkozy », ont expliqué Gilbert Le Bris et Bruno Le Roux. La droitisation de son discours, après le 22 avril, a encore accentué ce malaise.

C'est pour cette raison qu'il faut que la victoire de François Hollande, le 6 mai, soit nette. Il est le candidat socialiste mais lui, sera le président de tous les Français. 🌹

Interview

L'école buissonnière de Sarkozy

Avec Gaël Sliman

Dans l'ensemble, les instituts de sondage ne se sont pas trompés et les électeurs savent pour qui ils vont voter, le 6 mai, nous explique Gaël Sliman, directeur de BVA Opinion, auteur de « Le pompier ou le maçon » (éditions du Moment).

Cap Finistère : Que pensez-vous de la polémique à propos de la révélation des résultats avant 20 h 00 ?

Gaël Sliman : Je suis partagé sur cette question. Je pense que l'influence de ces révélations sur le résultat du vote est anecdotique. On a pu le mesurer dans tous les pays où les résultats peuvent être annoncés avant la fin du vote. Cependant, je trouve anormal et même scandaleux que les règles, pourtant maintes fois répétées dans la semaine qui a précédé le 22 avril, ne soient pas respectées. Je trouve ça d'autant plus

choquant que les informations qui ont circulé n'étaient que des estimations.

Cap Finistère : Au premier tour, les sondages se sont-ils vraiment trompés ?

Gaël Sliman : Franchement non. Les estimations de BVA étaient très proches de la réalité, mais celles de nos confrères aussi. Dans l'ensemble, les instituts de sondage ont donné les noms des deux finalistes, en indiquant assez précisément leurs scores. Ils ont annoncé qu'il n'y aurait pas de 21 avril et que Marine Le Pen serait loin des deux premiers. Ils ont donné l'ordre d'arrivée des dix candidats, en précisant que Jean-Luc Mélenchon serait devant François Bayrou, crédité d'environ 10% alors qu'il réalisait un score de 18%, en 2007.

Il faut tout de même reconnaître que tous les instituts de sondage ont surévalué le score de Jean-Luc Mélenchon et sous-évalué celui de Marine Le Pen. Cela s'explique par le taux de participation plus élevé que prévu. Le total des deux candidats « antisystème » était stable

mais c'est au sein de ce groupe que les électeurs étaient les plus indécis : 34% pour ceux de Marine Le Pen.

Cap Finistère : Le nombre d'indécis est-il aussi important pour le second tour ? Ou tout est-il déjà joué au soir du premier tour ?

Gaël Sliman : Au premier tour on peut évaluer à 70% le nombre des indécis. Mais pour le second tour 95% des électeurs de François Hollande et Nicolas Sarkozy savent pour qui ils vont voter. Il reste les électeurs de François Bayrou et de Marine Le Pen à convaincre. Je crois que Nicolas Sarkozy commet une erreur en faisant l'école Buissonnière, (du nom de son conseiller), de manière à attirer vers lui les voix du Front National. Il ne sera pas assez à droite pour eux et, en plus, cela fera fuir les électeurs centristes. 🌹



Agenda

6 mai

8 h 00 à 18 h 00 : Second tour de l'élection présidentielle

(si vous êtes absent pensez aux procurations).
<http://www.procurations2012.fr>

7 mai

18 h 30 : Conseil fédéral au local du PS à Brest.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 955 - Vendredi 4 mai 2012
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros
Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Maîtrise de l'énergie



La Région Bretagne vient de lancer deux appels à projets pour favoriser les économies d'énergie.

D'abord, pour les « *Bâtiments basse consommation* » cet appel à projets concerne la réalisation de bâtiments exemplaires et novateurs tant sur la question de la performance énergétique que sur la qualité environnementale, à travers la création d'un savoir-faire régional. Son objectif est de mobiliser les financements pour des projets de rénovation, mais aussi de contribuer à la réhabilitation du parc social de logements. Cet appel, ouvert jusqu'au 30 juin, s'adresse à tous les types de maîtres d'ouvrages publics et privés à l'exclusion des particuliers.

L'autre appel s'intitule « *Boucle Énergétique Locale* ». Il a pour objectif d'accompagner les territoires bretons dans le développement de leur projet énergétique. Il s'agit de permettre aux territoires de développer un projet global autour des trois axes que sont la maîtrise de l'énergie, la valorisation des sources d'énergie renouvelable et l'optimisation de l'adéquation entre les besoins résiduels d'énergie et la production locale d'énergie. L'appel à projets s'adresse aux structures de coopération territoriale situées en Bretagne.

Service public de la petite enfance

À l'occasion de la semaine mondiale de l'action pour la petite enfance organisée par l'Unesco, l'équipe de François Hollande a tiré un bilan de l'action de Nicolas Sarkozy dans ce domaine.

Sur les 200 000 places en crèche promises, à peine plus de 10% ont été créées. Or, près de la moitié des enfants de moins de 3 ans n'ont aucune solution d'accueil, ce qui oblige les parents, et principalement les femmes, à renoncer à leur activité professionnelle.

L'école maternelle est devenue la variable d'ajustement des suppressions de poste dans l'Éducation nationale : le nombre d'enfants de 2 à 3 ans accueillis à l'école maternelle a diminué de 180 000 en dix ans.

Enfin, le « *plan métier* » pour améliorer la formation dans le secteur de la petite enfance n'a pas vu le jour.

L'objectif de François Hollande est de bâtir le plus vite possible un service public de la petite enfance sur tout le territoire. Il sera mis en place avec les collectivités territoriales, les caisses d'allocations familiales (CAF), les associations du monde solidaire et l'ensemble des acteurs du secteur de la petite enfance. Ce service public encouragera la diversification des modes d'accueil du jeune enfant, en valorisant les expériences locales les plus réussies et les projets associatifs les plus innovants.

Le président du vrai chômage



Pour le onzième mois consécutif le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter, soit + 30 700 (A,B,C) pour le seul mois de mars. « *Cette évolution du chômage confirme que n'avoir aucun projet, ni aucune proposition et se contenter d'attaquer les chômeurs, les « faux » travailleurs et les partenaires sociaux, mais jamais le chômage, ne conduit qu'à un seul résultat : l'échec* », a rappelé Alain Vidalies, le 27 avril.

Échec à réduire le nombre de demandeurs d'emploi : cinq ans après le début du mandat de Nicolas Sarkozy, le nombre de Français qui recherchent activement un emploi est porté à 4 309 300, soit 1 077 800 personnes de plus ! Échec à redonner espoir à la jeunesse : avec 645 400 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi, un nombre en augmentation de + 149 500 depuis 2007, la politique du candidat sortant

à encore plus fragilisé une population qui avait déjà du mal à s'insérer sur le marché du travail. Échec à maintenir les seniors en emploi : avec + 345 700 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans qu'il y a cinq ans. Nicolas Sarkozy s'est bel et bien trompé : ce n'est pas en portant l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans que l'on crée de l'emploi pour les seniors.

Parce que cette politique d'errements économiques a fait reculer la France nous avons, avec François Hollande, la responsabilité de donner une nouvelle dimension à notre économie, pour retrouver le chemin de la croissance et de l'emploi. Par une nouvelle orientation européenne favorable à la croissance, par la mise en place d'un pacte productif, par l'impulsion d'une solidarité intergénérationnelle dans l'entreprise au travers de cette belle idée que constitue le contrat de génération et par des mesures d'urgence comme la création de 150 000 emplois d'avenir pour la jeunesse, François Hollande porte cet espoir de redressement.

Annonces légales & judiciaires

Il a été constitué la **SARL Eau libre**.
Siège social : 29, rue Gasté - 29200 BREST.
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de BREST. **Objet social** : Pratique et enseignement d'activités subaquatiques. **Capital** : 6 000 euros. **Gérants** : Monsieur PIERRE Stève 20, rue Gasté - 29200 BREST et Mademoiselle ADAM Béatrice 20, rue Gasté - 29200 BREST.

SELARL XAVIER MOAL ET ASSOCIÉS
Avocats
3, rue Kéravel - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16 - Fax 02 98 44 09 24

INFRAPRO
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 5 000 euros
Siège social : 10, rue Auguste Brizeux
29217 LE CONQUET
521 572 941 RCS BREST

Aux termes d'une délibération en date du 22 février 2012, l'associée unique statuant en application de l'article L.223-42 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.
RCS BREST.

Pour avis.

**Ce numéro a été imprimé à
4 800 exemplaires**